

Comme en France, les Suissesses auraient pu cesser le travail ce lundi, à 16 h 34

Salaires En Suisse, comme dans l'Hexagone, la différence de salaire entre hommes et femmes atteint 15,1%. Depuis le 7 novembre, les salariées travaillent bénévolement.

Elisabeth Eckert

elisabeth.eckert@lematindimanche.ch

Va savoir pourquoi. L'image de milliers de femmes descendant dans la rue en France, mais surtout cessant symboliquement de travailler, ce lundi, à 16 h 34 et 7,5 secondes a été plus marquante que les actions menées en Suisse. Et pourtant. Comme nous le rappelle Sylvie Durrer, directrice du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG), «chaque année, l'association Business & Professional Women de Suisse organise un *Equal Pay Day*, lors duquel de nombreuses femmes, ainsi que des hommes, sortent dans la rue avec un sac rouge et distribuent du matériel d'informations».

En 2016, ce jour de l'égalité salariale helvétique a eu lieu le 24 fé-

ses» se sont inspirées du mouvement initié en 1975 par les Islandaises, qu'elles ont répété le lundi 24 octobre dernier – une date symbolique – à 16 h 38, constatant qu'en quarante ans, elles n'avaient gagné que trente minutes en disparité salariale.

Or, d'après l'Office fédéral de la statistique (OFS), les Suissesses auraient pu quitter leur bureau ou leur usine exactement à la même date et à la même heure que les Françaises. Et pour cause. Selon l'institut européen Eurostat, nos voisines souffrent, comme nous, d'un écart de revenus entre les genres de... 15,1%. Toutes autant que nous travailleront donc bénévolement jusqu'au Réveillon. Et encore, les salariées suisses ne sont, de loin pas, égales devant l'inégalité.

«Dans les branches où les salaires sont les plus bas, démontrent ainsi les statisticiens de l'OFS, les disparités salariales entre les femmes et les hommes se situent entre 6 et 25%. Dans les branches aux salaires les plus élevés, ces différences sont encore plus marquées, où les femmes gagnent entre 12 et 30% de moins que les hommes.» En la matière, les services financiers (banques et assurances) font le plus fort, avec un *gap* entre les sexes de 30,5%, suivi d'assez près par l'industrie du textile et de l'habillement (25,1%), puis par la recherche et le développement scientifique, à 17,8%.

«L'offensive» des patrons

On entend déjà les sourcilieux arguer du fait que le parcours professionnel d'une femme – du fait surtout de la maternité – ne peut être comparé à celui d'un homme. Or, il s'avère qu'à temps de travail similaire, une universitaire gagne toujours 23% de moins qu'un diplômé et, à situation professionnelle égale, une cadre moyenne ou supérieure voit son revenu amputé de 22% par rapport à son homologue masculin. Et, sur ce point, Sylvie Durrer est très claire: «L'ancienneté ou le niveau de qualification peuvent, certes, jouer un rôle, mais une partie importante des différences salariales ne s'explique pas autrement que par le sexe, ce qui est inacceptable.» Enfin, si l'on observe, en Suisse, une diminution



L'action du mouvement «Les Glorieuses» a été très suivie en France: depuis lundi et face aux hommes, «on travaille pour rien». AFP

continue de ces disparités (voir l'infographie ci-dessous), «cette réduction stagne depuis 2012», constate l'OFS, dont les données s'arrêtent d'ailleurs à... 2014.

Hasard du calendrier. Le lendemain du jour où les Suissesses ont commencé à travailler bénévolement, soit ce mardi, l'Union patronale suisse (UPS) lance une «nouvelle initiative de l'économie pour plus de femmes dans les conseils d'administration». Cette «offensive», selon les termes de l'USP, vise un objectif à l'horizon du 7 février 2021, qui fêtera les cinquante ans du droit de vote des femmes: dépasser les 16% actuels de présence féminine dans les conseils d'administration.

Sur le papier, cette initiative veut signifier l'intérêt humain qu'il y a à mélanger les sexes. Mais cette montée en force «féministe» de l'USP répond également à la crainte, née de l'initiative contre l'immigration de masse du 9 février 2014 et relayée par le ministre suisse de l'Economie, Johann Schneider-Ammann, d'un manque de main-d'œuvre qualifiée si les femmes helvètes ne viennent pas remplacer les diplômés et les managers étrangers. Or, ce n'est pas gagné. Selon le tout dernier rapport 2016 du WEF sur la parité hommes-femmes, la Suisse a plongé en un an de la première place, côté égalité salariale, au... 23e rang mondial. ●

«Une partie importante des différences salariales ne s'explique pas autrement que par le sexe. C'est inacceptable»

Sylvie Durrer, directrice du Bureau fédéral de l'égalité

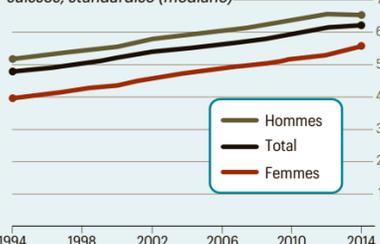
vrier et ce sera le cas également en 2017: «Du fait que les femmes gagnent actuellement 15,1% de moins que les hommes, elles doivent travailler jusqu'à cette date de l'année suivante pour toucher le salaire qu'un homme a atteint au 31 décembre», explique encore Madame Egalité. Mais cette action française a sans doute eu plus d'écho, car, au contraire d'ajouter des jours, le mouvement féministe «Les Glorieuses» a préféré les soustraire: «Dès ce lundi 7 novembre, à 16 h 34 et 7,5 secondes, on sait qu'on va travailler pour rien, tous les jours jusqu'à la fin de l'année», assène sa fondatrice Rebecca Amsellen.

Le modèle vient d'Islande

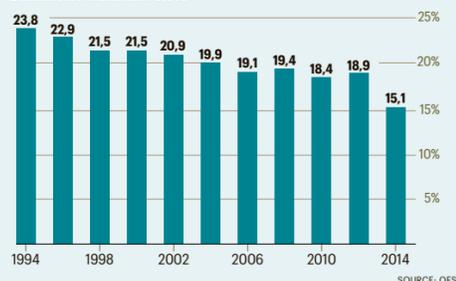
Grâce à ce message porteur, on n'a pas seulement vu des milliers de femmes défilé, mais aussi des femmes en tailleur se lever de leur bureau et cesser le travail en pleine entreprise, pour marquer le coup. «Les Glorieu-

Disparités salariales hommes-femmes

Salaire mensuel brut en francs suisses, standardisé (médiane)



Différence salariale en %



Publicité

ABONNEZ-VOUS

Jusqu'à 1 an offert! *



Accès numérique inclus

Bilan
LA RÉFÉRENCE SUISSE DE L'ÉCONOMIE

*À la conclusion d'un abonnement de 2 ans au tarif de CHF 359.-, recevez 1 an supplémentaire. Pour un abonnement d'un an au tarif de CHF 199.-, recevez 6 mois supplémentaires. Découvrez Bilan, 6 éditions CHF 29.-. Souscription et conditions sur www.bilan.ch/promotion ou au 0842 188 188.